



**HAL**  
open science

## Prólogo a las Reflexiones Marxianas

Rémy Herrera

► **To cite this version:**

Rémy Herrera. Prólogo a las Reflexiones Marxianas. Isabel Monal. Reflexiones Marxianas, En Vivo, 2024, 978-959-7276-15-9. <hal-04796790>

**HAL Id: hal-04796790**

**<https://hal.science/hal-04796790v1>**

Submitted on 21 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**PROLOGUE (traduit en espagnol)**  
**AU LIVRE D'ISABEL MONAL**  
**REFLEXIONES MARXIANAS**  
En Vivo - Instituto de Historia,  
La Havane, février 2024

**Rémy HERRERA**

Les textes qui sont ici réunis et livrés aux lecteurs et lectrices hispanophones constituent un ensemble de travaux d'une immense valeur théorique et pratique. Bien qu'il ne s'agisse pas des œuvres complètes d'Isabel Monal – dont les écrits ne tiendraient pas en un seul volume, loin s'en faut –, ce qu'ils permettent d'entrevoir est une œuvre, inestimable. Aussi adresserai-je à l'éditeur cubain de ces *Reflexiones Marxianas* mes plus vifs remerciements pour l'initiative de cette publication, et pour l'honneur d'être convié à en rédiger le prologue. Je m'efforcerai d'expliquer, brièvement, en quoi la mise à disposition de ces travaux sur Marx et le marxisme représente une chance et un apport considérables pour nous toutes et tous, mais également de les mettre en relation et faire dialoguer avec d'autres écrits majeurs de l'auteure, notamment ceux qu'elle a consacrés à José Martí et à Cuba, afin de montrer leur ordonnancement général et leur profonde cohérence.

Resituée dans son œuvre, cette sélection de textes d'Isabel Monal inspire plusieurs leçons, qui m'apparaissent extrêmement importantes pour les progressistes du monde entier et leurs luttes actuelles. Parmi ces enseignements, quatre sont, selon moi, fondamentaux. Le premier est que le marxisme, production collective ayant dépassé son fondateur et initiateur Karl Marx, associé à Friedrich Engels, demeure aujourd'hui un outil d'analyse scientifique – tout à la fois conceptuel, théorique et méthodologique – absolument essentiel et, ajouterai-je, l'arme intellectuelle la plus efficace que les peuples et les travailleurs ont à leur disposition pour conquérir leur émancipation. Le deuxième est que, dans le cas de Cuba et de sa Révolution, le marxisme n'a déployé sa puissance transformatrice qu'en se métissant avec l'esprit libérateur de José Martí. Le troisième est que les pensées-actions révolutionnaires de Marx et de Martí ont été toutes les deux synthétisées et, pour ainsi dire, fusionnées dans celle du Commandant en chef Fidel Castro qui, à l'image d'un Lénine avant lui, mais dans un tout autre contexte, permit d'en accomplir les potentialités de justice, d'égalité et de fraternité, mais également de révéler aux yeux de l'humanité la dignité et la grandeur de la Cuba socialiste en portant à leur sommet l'éthique révolutionnaire et la solidarité internationaliste. Un quatrième enseignement est que, à la strict condition que la recherche de la vérité et l'honnêteté intellectuelle, le refus des dogmatismes et simplifications, la prise en considération des évolutions ou contradictions, aident à propulser l'élan révolutionnaire, le socialisme, en tant qu'effort prométhéen des masses populaires unies et orientées vers la réalisation du projet communiste – à pousser aussi loin que possible –, reste à l'heure présente, et à l'échelle internationale, la véritable alternative offerte aux peuples et aux travailleurs face aux destructions du capitalisme en crise et aux agressions de l'impérialisme en guerre. Revenons un instant sur chacune de ces thèses.

Sur la base d'une conception historique du capitalisme, Marx a mené la critique radicale de l'économie politique de son temps qui n'en formulait qu'une interprétation fétichiste attribuant un pouvoir aux objets. Lui insiste sur les rapports sociaux. Le capital est dès lors analysé comme rapport social de production inscrit dans une structure sociale et un moment historique donnés ; ce sont les moyens de production monopolisés par une partie de la société et soumettant, dans un rapport de domination et d'exploitation, les travailleurs qui ne vivent que de leurs salaires. Marx a fustigé les classiques qui dégageaient des « lois économiques » sans saisir que celles-ci

sont historiques et expriment les contradictions de la société et les mutations de cette dernière. Mais le marxisme a aussi façonné les concepts fondateurs d'un savoir scientifique authentique à l'opposé d'une apologie d'un capitalisme saisi comme horizon indépassable. C'est avec Marx, et Engels, dans le cadre d'une conception matérialiste de l'histoire – appelée matérialisme historique –, qu'allaient être examinées les conditions matérielles et les facultés singulières de la vie des êtres humains, déterminées les caractéristiques du mode de production capitaliste, pensées les articulations entre forces productives et rapports de production, cernés les contours des antagonismes de classes et le cours de leurs luttes incessantes, percés les secrets invisibles de l'exploitation, compris les mouvements complexes du capital, mesurées ses crises dans toute leur gravité, mais aussi ouverts en pratique les horizons des révolutions qui venaient.

Isabel Monal l'a dit, pertinemment : jusqu'à présent, le marxisme n'a pas été dépassé d'un point de vue scientifique, force est de le constater. Aujourd'hui, il n'a pas de concurrent sérieux. Il demeure d'actualité, pour la raison notamment que nous vivons toujours dans un monde où le système capitaliste reste dominant à l'échelle globale, même si, d'évidence, ses changements ont été substantiels, et il convient d'en rendre compte minutieusement. Malgré les multiples attaques dirigées contre lui depuis sa fondation et les annonces répétées de sa mort, le marxisme est enduring, résistant, « increvable » oserai-je dire, et le repère théorique indispensable pour qui réfléchit aux voies et conditions de l'avènement d'un « monde meilleur ». Malgré aussi la disparition de l'URSS et du bloc soviétique, au sein duquel il avait trop souvent fini par être dogmatisé et s'était quelquefois vu retourné contre lui-même, le marxisme reste incontournable de nos jours, la référence irremplaçable pour celles et ceux qui luttent en vue du socialisme.

L'œuvre de Marx est un projet scientifique, celui d'élaborer une théorie rationnelle de la société et de l'histoire. Compte tenu de l'ampleur et de l'ambition de cette tâche, proprement gigantesques, elle ne pouvait que restée en construction. C'était dans sa nature. Maintes fois, Marx a remanié ses travaux. Il a laissé quantité de manuscrits inédits, fréquemment inachevés. C'est qu'il voulut produire une théorie générale, couvrant toutes les sciences humaines d'alors, qu'elles soient déjà instituées ou en voie d'autonomisation, voire d'émergence, et cette volonté encyclopédique fait de lui un penseur sans équivalent, et inégalé. Les matériaux qu'il a rédigés, variés – « complexes et transdisciplinaires », dit Isabel Monal –, se focalisant principalement sur les spécificités du capitalisme, mais investiguant tout en réalité, depuis les plus anciennes formations sociales jusqu'aux mathématiques, en passant par les découvertes de grands savants de l'époque (en sciences naturelles, agronomie, linguistique, anthropologie naissante, etc.), devaient s'insérer dans un édifice d'ensemble, vaste, raisonné et ordonné, dont nous avons idée grâce aux plans qu'il lui est arrivé de dresser.

D'aucuns diront que Marx s'est trompé et en profiteront aussitôt pour s'écarter du marxisme. Le capitalisme ne s'est pas effondré. Je pose la question : combien de temps tiendra-t-il encore ? Le communisme ne serait qu'utopie. Je réponds : peut-être bien, mais la meilleure chose que nous puissions faire est de tendre vers cet idéal, grâce à nos luttes pour les transitions socialistes. Certains affirmeront, non sans raison : les révolutions espérées par Marx ne sont pas advenues là où il les attendait, c'est-à-dire dans les pays où le capitalisme était le plus « avancé ». Le fait est que les classes ouvrières des pays capitalistes du Nord n'ont pas fait la révolution, ou disons plutôt de révolutions victorieuses, pas plus le *Spartakusbund* allemand d'une Rosa Luxemburg que le *Biennio rosso* italien d'un Antonio Gramsci, ni la Deuxième République espagnole – car le fascisme fut jeté contre elles toutes –, mais ont préféré les compromis, ou la compromission, avant de se voir désarticulées, laminées et atomisées par le néolibéralisme. Ce dernier argument porte, assurément, tant il est vrai que, dans ces pays « développés », à de rares exceptions près, la mobilisation populaire est poussive, désorganisée, inopérante, l'internationalisme prolétarien éteint, et la récente montée des extrêmes droites préoccupante.

Marx fit cependant moins erreur que ne le croient les commentateurs pressés de le liquider. Il a lui-même été conduit à remettre en cause l'idée voulant qu'une révolution ne serait possible

que dans le capitalisme central, à l'occasion d'écrits sur l'Irlande, la Chine et surtout la Russie. Il affirma à maintes reprises que le cours de l'histoire n'avait rien de linéaire ni de prédéterminé. Il comprit que les luttes de libération nationale et d'émancipation sociale pouvaient s'articuler ; et que le prolétariat des métropoles capitalistes, après la répression contre la Commune de Paris, ne pouvait l'emporter face à une bourgeoisie contrôlant la force armée et les institutions ; ou encore que des révolutions ne pourraient se produire que dans ce que Lénine appellera plus tard « les maillons faibles » et en coordination avec des soulèvements de masses paysannes.

Cela se confirma, et n'invalide pas sa thèse selon laquelle la révolution ne peut réussir et durer que si elle emprunte au capitalisme certains de ses « acquêts » au cours d'une période de transition. Marx parvint enfin, dans les dernières années de sa vie, à se débarrasser de la vision euro-centriste de l'histoire qui était celle de Hegel (et de l'Occident de son temps), rompant par-là même définitivement avec ce préjugé du maître de l'idéalisme allemand. Marx n'a donc jamais cessé de renouveler ses problématiques par rapport à celles de ses années de jeunesse, étudiées attentivement par Isabel Monal. Tout cela traduit une pensée toujours en mouvement, curieuse, vigoureuse, courageuse, n'hésitant pas à nuancer, différencier, complexifier, rectifier. Et c'est aussi par cette capacité de remise en question permanente de ses hypothèses initiales que l'on discerne la spécificité d'une science dans le marxisme, quand bien même ce dernier assumait clairement ses positions philosophiques et prenait ouvertement parti – parce que son objectif ultime était la révolution communiste et son extension à l'échelle universelle.

Si Marx se refusa à jouer au devin ou au prophète, il sut néanmoins poser quelques-uns des jalons permettant d'éclairer les transformations à venir du capitalisme. Par exemple, celles du capital financier. La tâche de décrypter ces bouleversements est revenue à ses successeurs, et Isabel Monal nous offre dans ce volume des analyses pénétrantes de penseurs qui ont reconnu le statut scientifique du marxisme et compté parmi les plus importants dirigeants de révolutions communistes ; pour les unes victorieuses, comme celles conduites par Lénine ou par Fidel, pour d'autres non, dans le cas de Luxemburg, assassinée sauvagement, ou de Gramsci, longtemps emprisonné. De tels contributeurs se sont certes tous efforcés de faire progresser le marxisme, en particulier sur la théorie de la lutte des classes ou sur celle de l'impérialisme, mais c'est un euphémisme de rappeler que la recherche proprement théorique ne fut pas la seule activité qui occupa leur existence. Il n'en reste pas moins que les lecteurs et lectrices, cubains ou étrangers, voudront savoir – c'est bien légitime – en quoi le marxisme pourrait leur servir à déchiffrer le monde où ils vivent et leur fournir des outils pour le reconfigurer dans l'optique du socialisme. C'est aussi à cette question que répond le présent ouvrage, qui est un antidote aux interprétations réductrices, déformatrices ou biaisées de Marx. Le marxisme auquel l'auteure se réfère est une inspiration dégagée du déterminisme dans lequel trop d'« orthodoxes » ont enfermé ce courant après Marx. Il s'agit d'un marxisme qui tourne le dos aux dogmes, qui renoue avec le souffle révolutionnaire originel de Marx et qui invite à l'action dans la multiplicité des voies de passage au socialisme.

À Cuba, la Révolution dut demeurer martiste pour devenir marxiste. Il fallut ce métissage entre pensées marxienne et martienne pour qu'opère sa prodigieuse puissance transformatrice. Isabel Monal, la directrice de la très prestigieuse revue internationale de philosophie marxiste *Marx Ahora*, est également, on le sait, l'une des plus éminentes spécialistes de l'œuvre de José Martí. Cette dernière œuvre, comme celle élaborée par Marx, est d'une extraordinaire étendue et richesse. Elle aussi est toute entière tendue vers l'action, elle aussi placée au service d'un projet de société ; en l'espèce, celui de l'indépendance nationale de Cuba qui était alors, dans le même mouvement, celui d'une nouvelle étape de l'émancipation de l'Amérique située au sud du *Río Bravo*. Car, lorsque Martí parle de *Nuestra América*, il dit par-là, en creux, qu'il y en a une autre, qu'il y a *deux* Amériques.

Ce que nous fait saisir Isabel Monal, c'est que les écrits de Martí ont évolué dans le temps, très sensiblement, qu'ils se sont en quelque sorte rationalisés, à mesure qu'ils se radicalisaient,

c'est-à-dire qu'ils devenaient révolutionnaires. Ces analyses se sont en effet progressivement et continûment élevées d'un libéralisme républicain initial à un démocratisme beaucoup plus subversif, à la fois égalitaire et antiimpérialiste. Une telle trajectoire de radicalisation apparaît en son genre tout à fait singulière en Amérique latine, et ne pourrait peut-être être comparée, quoiqu'opérant sur des trames politico-idéologiques nettement différentes, qu'avec celle d'un Karl Marx sur le continent européen.

C'est l'intégralité de la pensée de Martí qui s'est consolidée, et d'abord ses fils conducteurs, notamment les arguments qu'il avance sur la propriété commune de la terre ou sur les motifs de son choix de se ranger du côté des pauvres. N'oublions pas qu'il déclara, à la mort de Marx, que ce dernier « mérit[ait] les honneurs parce qu'il lutta aux côtés des plus faibles ». Martí en est ainsi venu à ne plus critiquer les groupes socialistes de l'époque et à resserrer ses relations avec eux, en même temps que s'affermisssaient ses positions antiimpérialistes. C'est qu'il avait modifié ses appréciations sur les États-Unis. Il y vécut dans la période de métamorphose totale de l'économie étasunienne qui passait de la concurrence entre petits propriétaires à l'empire des oligopoles financiers et dont il réalisa le changement de nature et les conséquences attendues en termes de formes nouvelles d'impérialisme. Il fut le témoin des prétentions démesurées de domination des possédants, amenant inégalités sociales entre classes à l'intérieur et agressions de nations périphériques à l'extérieur. Face au danger pour Cuba et l'Amérique latine, il trouva les réponses à apporter, que sa plume exprima et que ses talents d'organisateur convertirent en « forces matérielles », aurait pu dire Marx. Il prit conscience que le capitalisme changeait de peau, qu'il devenait impérialiste et, devant le péril représenté par l'hégémonisme ascendant des États-Unis, que le moment historique du Sud n'était pas alors à l'anticapitalisme, mais bien plutôt, pour un temps encore, à la modernisation, donc à l'indépendance nationale de Cuba et à la seconde indépendance latino-américaine. José Martí, comme Karl Marx, parvint à atteindre, pour le dire avec Isabel Monal, le maximum de radicalité révolutionnaire possible en son temps.

On voulut bientôt, à Cuba, Marx et Martí réunis. C'était impératif. Sans quoi, rien n'eût été possible. C'est à Fidel Castro qu'incomba ce labeur. Lui et le peuple cubain entremêlèrent alors leurs volontarismes, par des liens intimes de dévotions réciproques, et firent de l'île un pays à la fois anticapitaliste et antiimpérialiste, où les combats pour l'égalité de tous les êtres humains, la souveraineté nationale et l'émancipation socialiste se sont fondus en une unité politico-conceptuelle, où les conquêtes sociales ont pu se généraliser, où le processus révolutionnaire est parvenu à garder une vigueur exceptionnelle – peut-être plus et plus longtemps qu'ailleurs. Comme le rappelle Isabel Monal, il fallut entre Martí et Fidel des passeurs, moins imposants qu'eux certes, mais tout à fait cruciaux pour transmettre le flambeau et poursuivre les avancées : Carlos Baliño López, l'un des premiers introducteurs du marxisme à Cuba qui fit la liaison entre le *Partido Revolucionario Cubano* et le (premier) Parti communiste, ou Julio Antonio Mella, qui ajouta ou plutôt unit le marxisme à la pensée-action martienne, parmi tant d'autres (comme Rubén Martínez Villena, Antonio Guiteras Holmes...) dont il faut souligner les rôles.

Pourquoi le socialisme dans le monde d'aujourd'hui ? Disons les choses tout net, et en bref. Selon moi, le capitalisme contemporain est en crise systémique, ce qui signifie qu'il ne trouve pas, qu'il ne trouvera plus de solutions internes à la logique contradictoire qui est la sienne. C'est l'une des raisons pour lesquelles la forme de « dévalorisation » du capital la plus extrême, en l'occurrence la guerre militaire, et non pas uniquement la guerre économique, est de plus en plus souvent utilisée – en fait, en permanence – par les représentants de la finance au pouvoir. La probabilité d'aggravation de cette crise est désormais élevée. Le capital est dans l'impasse. Il est en péril, menacé bel et bien d'effondrement, y compris au centre du système où la plupart des grandes économies, de l'Allemagne au Japon, sont en stagnation, voire en récession, tandis que les États-Unis, *bombardeando* tous azimuts et *bombeando* les richesses du reste du globe, sont sous respirateur artificiel. Depuis la Grande Dépression de la décennie 1930 – qui frappa la Cuba prérévolutionnaire extrêmement durement –, le capitalisme sut se forger les institutions

et les instruments d'intervention publique lui permettant de « gérer » les crises qu'il traversait et d'en amortir les effets les plus dévastateurs, tout au moins dans les pays du Nord, sans que ces réorganisations de la domination du capital ne suppriment cependant ses contradictions. Dans ces conditions, au niveau international, la situation présente ressemble à la déliquescence, lente mais inéluctable, du stade actuel du capitalisme financiarisé et oligopolistique. Ce système est condamné.

Déclinant, pour l'essentiel destructeur, le capitalisme en devient d'autant plus dangereux pour les peuples et les travailleurs. Par les violences combinées de ses crises et de ses guerres, il constitue dorénavant la principale menace pour l'humanité – et même pour la vie sur terre. S'il ne s'effondre pas plus vite, c'est que ses États le soutiennent à bout de bras, comme ce fut le cas durant la crise dite « financière » de 2008 quand les autorités monétaires étasuniennes ont injecté d'énormes quantités de liquidités dans l'économie et accordé aux Banques centrales du Nord et de certains pays clés du Sud un accès illimité au dollar ; ou encore pendant la crise dite « sanitaire » consécutive à la pandémie de Covid-19, les économies capitalistes n'ayant fonctionné que parce qu'elles ont été placées sous perfusion d'argent public. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'on ne sortira pas d'un « problème sanitaire » avec des gouvernants néolibéraux qui démantèlent le service public hospitalier et maximisent les profits de firmes transnationales pharmaceutiques privées ; ni d'un « problème financier » par l'hideuse rapacité d'actionnaires individuels d'oligopoles bancaires qui, avec frénésie et sans vergogne, ne cessent de spéculer. On ne sortira pas davantage d'un quelconque « problème social » par le pseudo-réformisme des sociaux-libéraux ; ni d'un « problème religieux » avec de hauts dirigeants du G7 et leurs alliés *compradores* qui attisent les haines du racisme et des communautarismes en vendant à tout-va l'éducation nationale aux marchands du temple ; ni non plus du « problème environnemental » avec des gérants du capitalisme et leurs amis pétroliers déguisés en défenseurs de la nature. Aucun de ces « problèmes » ne sera véritablement réglé dans le cadre du système capitaliste. Comprenons-le bien.

Or, un autre capitalisme, « raisonné », « réformé », « à visage humain », n'est pas possible. Pourtant, le système actuel ne tombera que sous la poussée de luttes de masse, anti-systémiques, au Sud et au Nord. Ce processus ouvre larges les perspectives de transitions post-capitalistes et incite à reconsidérer les alternatives de transformation socialiste. Pour ce faire, la référence au marxisme reste pertinente, et même plus que jamais nécessaire. Car, si l'accumulation du capital se poursuit mondialement, à un rythme ralenti, elle se heurte, malgré les progrès des innovations technologiques, à des limites inexorables, insurmontables : les ressources naturelles s'épuisent, les coûts des matières premières s'alourdissent, les désastres environnementaux se multiplient, les risques globaux s'aggravent. Tout cela finira par peser sur les taux de profit des capitalistes. La dégénérescence du système capitaliste est entrée dans sa phase finale et nous enferme toutes et tous dans une spirale exterministe. Rien ne prouve que la civilisation humaine, désormais menacée de mort, ne sera pas elle-même engloutie sous les débris et les gravats du capitalisme. Ce dernier n'est compatible ni avec une réduction des inégalités sociales dans et entre les pays, ni avec un ordre mondial pacifié, ni avec la protection de l'environnement.

Voilà où nous en sommes. Voilà pourquoi le choix de la révolution socialiste est une réponse à l'appel de la justice et à celui de la raison. Il s'agit d'une question de survie, ni plus ni moins. Le socialisme n'est pas une incantation ; c'est un combat, permanent, difficile, pour construire une société nouvelle qui repose sur la solidarité. Ce n'est pas même la fin en soi ; c'est une mise en perspective, un processus de transition, extrêmement compliqué, exigeant assurément, et pouvant prendre de multiples chemins vers la libération du travail de la domination du capital. Seul le socialisme, sans cesse perfectible, et dans tous les domaines, s'avère capable de dessiner les plans d'une société juste, égalitaire, démocratique, paisible et morale ; seule la planification socialiste – et tout spécialement écologique – sera en mesure de sauver une planète habitable.

Si Marx lui-même nous invita à douter de tout, une chose est sûre, à Cuba comme ailleurs : c'est le socialisme qui marche avec l'histoire.

Rémy Herrera, économiste, est chercheur au Centre national de la Recherche scientifique (CNRS, France) et enseigne au Centre d'Économie de la Sorbonne à Paris.